

# L'ALGERIE A L'HEURE DU CHOIX

## IV. - MESURES PARTIELLES OU MARCHE VERS LE SOCIALISME

Voilà donc un peu plus d'un an que l'Algérie est indépendante. Les pieds-noirs ont, en grande partie, quitté la terre africaine et le pouvoir algérien fonde de gros espoirs sur sa jeunesse. Les ouvriers ont pris part à la direction des entreprises.

Notre envoyé spécial, Dominique Laury, nous livre ses conclusions sur la question principale qu'on lui a le plus souvent posée à son retour : « L'Algérie va-t-elle vers le socialisme ? »

**E**N rentrant à Paris, tous les amis se sont précipités, la même formule aux lèvres : « Alors, en Algérie, vont-ils vers le socialisme ? »

Comment répondre ? Le phénomène est tellement complexe. L'Algérie prise entre les nécessités de la coopération, le nassérisme, le voisinage Bourguiba ou Hassan II, la pression populaire, et le rêve obsédant de devenir le Cuba africain. Comment répondre devant tant de contradictions; l'enthousiasme général au milieu de tant de difficultés, l'absence de cadres, une jeunesse qui réclame une mutation rapide et le peuple qui demande « pain et dignité » ?

Voyons les problèmes de plus près.

La coopération pose un des problèmes les plus difficiles que l'Algérie ait à résoudre : comment échapper au néo-colonialisme sans rupture avec la France dont elle a actuellement besoin ? En effet, à l'heure actuelle, l'Algérie ne peut résorber les 500.000 ouvriers algériens travaillant en France, vu que le chômage est en

Algérie un problème grave. Ce n'est pas du jour au lendemain que l'on passe du chômage au plein emploi.

Tout le problème est d'éviter d'être prisonnier du capitalisme français.

### Entre le nassérisme et le maghrébisme

Un autre problème et combien difficile est celui des rapports de l'Algérie et de Nasser. Il y a entre l'Algérie et la R.A.U. un lien naturel qui est la parenté ethnique, et le passage de la colonisation à l'indépendance, autrement dit certains points communs. Il faut aussi se rappeler l'aide apportée par l'Egypte au F.L.N. Il est donc normal que dans le contexte international l'Algérie soutienne plus ou moins la R.A.U. même si (et l'on ne peut que s'en féliciter) l'Algérie poursuit à l'intérieur une autre voie que celle du réformisme partiel de la R.A.U. De plus l'Algérie, et c'est un lieu commun de le souligner, est au centre du Ma-

ghreb et, là aussi, elle est liée géographiquement et dans une certaine mesure politiquement à ses voisins, même si à l'intérieur, là encore, elle s'en distingue par des mesures plus positives.



(Photo Tribune.)

Un stage organisé pour les présidents des comités de gestion d'Orléansville.

« Nous ne voulons pas que l'exploitation de jadis ait simplement changé de visage, que Mohamed ait remplacé Henri ou Jacques. »

## Pression populaire et réforme agraire

La pression populaire est à mon avis le plus grand phénomène à noter. Les masses avaient plus ou moins été démobilisées au lendemain de l'indépendance ; le chômage ayant fait le reste, le mécontentement avait remplacé l'enthousiasme de la première heure ; mais on ne détruit pas si simplement ce que sept années de lutte ont appris au peuple algérien. Il demandait autre chose que le changement politique et comme le soulignait le directeur de la coopérative Frantz Fanon, il ne voulait pas que « Mohamed remplaçât Pierre ou Paul ». C'est donc la pression populaire qui a véritablement obligé à la réforme agraire.

Et c'est là, à mon avis, qu'est le fond du problème, car on parle beaucoup de par le monde de réforme agraire, comme on parle

beaucoup de socialisme sans chercher à approfondir la réalité. Nous avons montré une Algérie prise entre le maghrébisme et le nassérisme, or le Maroc et l'Égypte ont tous deux fait ce qu'ils appellent une réforme agraire : qu'en est-il en vérité ?

L'Égypte a réalisé une première réforme agraire en 1952 (1) qui limitait les propriétés à 80 ha au maximum, le reste devant être distribué à des fellahs. Mais il était entendu que les propriétaires pouvaient laisser à leurs enfants, à leurs femmes jusqu'à 40 ha en supplément. L'État n'a pu que récupérer 650.000 *feddans* (100 *feddans* = 40 ha) soit 11 % des terres. Cette réforme ne pouvait apporter une solution en Égypte, pays surpeuplé, ni procurer un emploi à la masse croissante de la population. La seconde réforme *date de juillet* 1961. On a réduit la superficie maximum de la propriété privée à 40 ha, on a remis sur le marché 400.000 *feddans*, de quoi caser 100.000 familles, mais cette réforme ne pourra donner une solution au problème social égyptien. Dans quelle mesure la réforme agraire a-t-elle permis d'augmenter le niveau de vie du fellah ? A cet égard, les résultats ne sont pas brillants.

Le Maroc, au matin de son indépendance, avait un programme de réforme agraire (2). Ce plan a été transformé et actuellement, il ne s'agit plus que d'une réforme agricole.

« ... Le plan officiel, tel qu'il a été publié suppose le maintien des biens féodaux... Le paysan marocain au lendemain de l'indépendance attendait autre chose... Pour tous, la libération nationale devait consister en une libération des conditions d'exploitation qu'ils subissaient, des conditions de misère dans lesquels ils se trouvaient. Et si au lendemain de l'indépendance nous avons assisté à cette vague d'enthousiasme qui a déferlé sur l'ensemble du pays, cela signifiait avant tout, une soif de terres, de justice, un désir de se mettre au travail pour la mise en valeur du pays, un désir de mieux-être... »

« ... Une des conditions qui ont facilité la réforme agraire dans un pays comme la Chine, c'est que les masses qui ont participé à la lutte pour la libération de la Chine du système semi-colonial et féodal n'ont pas laissé (il s'agit des masses populaires) d'autres forces, d'autres classes sociales

*s'emparer du pouvoir. Et c'est un fait qu'au Maroc, au moment de l'indépendance, le pouvoir n'a pas été intégralement pris par ces mêmes forces qui ont mené la lutte pour l'indépendance. Ce pouvoir s'est trouvé partagé entre ces forcés révolutionnaires et d'autres forces sociales. C'est là que réside la raison fondamentale de l'inexécution des tâches qui devaient être celles de la révolution » (Ben Barka).*

L'Algérie doit donc éviter ces deux écueils : une réforme partielle et une réforme sabotée.

## Un exemple pour l'Afrique

Ainsi l'Algérie nouvelle a de nombreux problèmes à résoudre. Elle s'y engage avec de multiples atouts, dont l'enthousiasme de la jeunesse en est l'expression la plus tangible. Pour le moment la nationalisation des grands domaines et l'autogestion ouvrière constituent des mesures révolutionnaires qui, si elles sont intégrées à un ensemble de réformes tant dans l'industrie que dans le commerce, peuvent ouvrir la voie au socialisme algérien. Devenir le « Cuba africain » est un beau programme. Je

me suis borné dans cette analyse à poser des problèmes pour en montrer toute la complexité. A mes camarades qui m'ont demandé : « Vont-ils vers le socialisme ? », ma réponse, je l'ai montré, ne peut être affirmative, sans être pour cela démobilisatrice.

L'Algérie veut être un exemple pour l'Afrique. La voie est tracée : la vigilance des masses devrait pouvoir maintenir le mouvement et l'accélérer. Ben Bella qui a tous les pouvoirs devrait se considérer aujourd'hui comme le mandataire du peuple. Il reste à savoir quel contenu sera donné à la formule souvent répétée : « Devenir le Cuba africain. »

**Fin**

**Dominique Laury.**

---

(1) Réforme agraire au Maghreb (Maspéro, 1963).

(2) Ben Barka. « Les conditions d'une véritable réforme agraire au Maroc », p. 107, dans « Réforme agraire au Maghreb ». Colloque sur les conditions d'une véritable réforme agraire au Maroc (Maspéro).

---

## Appel en faveur de l'enfance algérienne

**A** U cours d'une conférence de presse qui s'est tenue lundi 13 mai sous la présidence de Jacques Arnault, M. Bridier, Claude Estier, M<sup>e</sup> de Felice, Claude Glayman et un représentant de l'U.N.E.F., l'Association d'Amitié et de Solidarité franco-algérienne a vu le jour.

*Elle a l'intention de travailler pour une meilleure compréhension entre les deux peuples. Elle se propose, comme premier objectif, une campagne en faveur de l'enfance algérienne.*

*Un appel lancé à ce sujet souligne la situation dramatique dans laquelle se trouvent des millions d'orphelins algériens.*

« C'est tout le problème de la jeunesse algérienne qui se pose : de son éducation, de sa formation, vitales pour la construction du pays. Il s'agit là, sans nul doute, du principal investissement pour l'avenir de l'Algérie, surtout si l'on songe que ces jeunes, âgés de moins de vingt ans, représentent plus de 52 p. 100 de la population.

« Or, l'entretien d'un enfant revient à 800 AF par jour ; d'où le problème, souvent insoluble, qui se pose aux responsables algériens. De ce fait, des dizaines de milliers d'enfants demeurent dans une situation précaire et dramatique.

« Nous pensons que l'opinion publique de notre pays doit se manifester, d'une manière conséquente et le plus rapidement possible. Nous vous appelons donc à nous envoyer des suggestions. A notre tour, nous prenons actuellement contact avec toutes les organisations qui ont aidé ou peuvent aider le peuple algérien, afin de coordonner tous les efforts en relation avec les organismes algériens responsables de l'enfance. Nous définirons publiquement les objectifs précis auxquels les fonds seront destinés.

« Diverses manifestations à l'étude devraient nous permettre de réaliser la tâche, qu'avec vous, nous nous fixons.

« C'est là un devoir politique et plus généralement humain. Nous sommes convaincus que l'opinion publique française prouvera que le mot « solidarité » n'est pas un vain mot. »

— C.C.P. Paris 13-726-83 : Roger Poirier, 89, rue Rouget-de-l'Isle, Suresnes- (Seine). — Secrétariat (adresse provisoire) : M. Claude Glayman, 26, rue de Romainville, Paris 19°.